

Doris Buttignol, cinéaste : Le cynisme des pétroliers sur le gaz de schiste

Propos recueillis par ARNAUD BOUCOMONT

Source : www.midilibre.fr, 02/04/2014

Doris Buttignol s'apprête à sillonner la France pour des projections-débats.

Dans le documentaire, *No gazaran*, la réalisatrice Doris Buttignol appelle à s'interroger "sur le devoir de désobéissance civile" concernant l'exploitation des gaz des schistes.

Doris Buttignol et Carole Menduni ont réalisé un film, *No gazaran*, en clin d'œil au slogan des anti-gaz de schiste. À l'écran, outre la Pennsylvanie et la Seine-et-Marne, figurent en bonne place l'Ardèche, la région alsacienne et un certain José Bové. Le documentaire, qui sort au cinéma aujourd'hui, est un plaidoyer contre la fracturation hydraulique. Rencontre avec Doris Buttignol.

Comment est né votre film ?

Nous habitons toutes les deux sur un territoire, la Drôme, concerné par les permis d'exploration du gaz de schiste. Nous avons assisté à des réunions publiques et vu les problèmes que cela soulevait. Nous avons été frappées par l'opacité sur la question, avec des permis délivrés sans consultation des élus et des habitants. On a tourné pendant plus de deux ans en s'autofinçant. C'est un sujet rédhibitoire pour les financeurs.

Le point de vue des pétroliers apparaît très peu dans votre film...

On avait contacté Total, qui dans un premier temps nous avait dit que l'on serait reçu, puis non. De toute façon, on aurait obtenu le story telling officiel, l'affirmation que c'est le nouvel or noir, que ça va sauver le monde. Ces gens-là n'ont pas besoin de nous pour communiquer. Ils ont des budgets et des tribunes énormes. On a étudié le dossier sur des faits. Et on n'a trouvé aucun argument en faveur du gaz de schiste.

Le fait que vous soyez deux femmes et le mode choisi - le recueil de témoignages - donne à l'ensemble un petit côté "Érin Brockovich", du nom du film de Steven Soderbergh. Que pensez-vous du rapprochement ?

On nous a parlé des ponts avec le documentaire *Tous au Larzac*. Mais pas d'*Érin Brockovich*. Il y a un vrai lien en tout cas : André Picot, un toxico-chimiste qui parle dans le film, cite le chrome hexavalent, présent à la sortie des puits, une fois transformé par réaction chimique à partir du chrome utilisé au départ comme anticorrosif. C'est un produit hautement cancérigène. Il était déjà incriminé dans l'affaire Brockovich (une histoire vraie adaptée sur grand écran, le combat d'une assistante d'avocat contre un industriel de l'énergie, NDLR). Beaucoup de femmes en tout cas se sentent concernées, peut-être parce que ça touche à l'eau et aux ressources profondes. Je pense que les femmes sont sensibles à ça.

Que retenez-vous de vos rencontres avec les habitants ?

Que c'est devenu essentiel de s'interroger sur le devoir de désobéissance civile. On voulait questionner le dysfonctionnement démocratique sur des engagements lourds, pour nous et nos enfants. La chercheuse américaine Théo Colborn, une Erin Brockovich puissance 10, a prouvé qu'on retrouve énormément de perturbateurs endocriniens qui vont agir sur les générations qui suivent. C'est ce cynisme que je trouve très grave. Les pétroliers jouent sur le temps.

C'est la limite de l'inacceptable. Pratiquer la fracturation, c'est un jeu de dominos. Villeneuve-de-Berg (une des villes à l'origine de la résistance citoyenne contre les gaz de schiste, NDLR), c'est à 30 km à vol d'oiseau de la centrale nucléaire de Cruas. Et c'est pareil pour le couloir rhodanien, le plus nucléarisé du monde.

On peut vous taxer d'agiter les peurs, comme un député européen le reproche aux anti-gaz de schiste dans votre film...

Notre démarche s'est toujours faite autour de l'information. J'espère que ce n'est pas perçu comme un film catastrophe. On ne fait pas de catastrophisme. On ne montre pas de paysages dévastés. On incite les gens à s'informer et à prendre une position qui repose sur du factuel.

Sur le site du film

Date de sortie 2 avril 2014 (1h30min)

Réalisé par Doris Buttignol, Carole Menduni

Site du film : www.dorisbuttignol.fr/projets-en-cours/19-no-gazaran

Note d'intention

Cela fait maintenant plus de deux ans que nous filmions l'affaire du gaz de schiste en France et au niveau européen. Nous avons rencontré la plupart des acteurs impliqués dans ce dossier : le ou les mouvements d'opposition car les tendances sont diverses, les élus locaux, régionaux, européens, les experts juriste, hydrogéologue, médecins, toxicologues, ingénieurs.

L'ensemble des informations que nous avons collectées depuis l'hiver 2011 représente environ une centaine d'heures d'enregistrements. Ce qui ressort de cette investigation est une interrogation du processus démocratique. Qui décide du bien commun, de ce qui est bénéfique pour la communauté. Qui assumera les conséquences de ces décisions?

Dans cette controverse, les décideurs n'ont pas eu à prouver que ce projet est bénéfique et approprié pour la collectivité. À contrario, ce sont des citoyens et des élus locaux qui ont eu la charge de la preuve, c'est à dire réunir les informations pour tenter d'éclairer la population de la nature des bénéfices/risques.

C'est cette histoire que nous voulons raconter.

Dans l'affaire du gaz de schiste, la difficulté d'accès à des informations claires, une certaine récupération politique, le climat général de crise sont autant d'obstacles à la claire compréhension des enjeux par le grand public. L'objectif que nous poursuivons avec ce film est d'en proposer une mise en lumière. Au départ, nous nous sommes investies dans ce projet car nous vivons nous mêmes sur un territoire concerné. Nous sommes d'abord parties du terrain, des gens en essayant de comprendre qui ils étaient et ce qui a été déclencheur pour eux.

Les opposants au gaz de schiste n'ont pas le profil classique de la revendication militante. Ils sont artisans, enseignants, de profession libérale, agriculteurs, d'âges divers. Leurs opinions politiques sont variées, beaucoup d'entre eux précisent qu'ils ne sont pas écologistes. En fait ce qui les relie est un exercice de la citoyenneté qui se rapproche de ce que Stéphane Hessel avait appelé l'indignation.

À partir de là nous avons décidé de mener une enquête à différents niveaux pour nous appuyer sur des faits permettant de décrypter les véritables enjeux géostratégiques, environnementaux, financiers et sociétaux. De notre point de vue, l'avènement de cette nouvelle énergie fossile est

révélateur d'une mutation profonde et importante : nous arrivons au terme d'une époque d'abondance et de consumérisme triomphant, qui n'a été possible que par l'accès à une énergie peu chère et considérée sans limites. Aujourd'hui la donne a changé : on comprend que les ressources fossiles ne sont pas inépuisables, on comprend aussi que celles qui existent sont confisquées par une poignée de multinationales qui règnent sans partage sur la planète.

Pour nous il s'agit bien sûr de donner à comprendre la nature et la gravité des risques évalués à partir du retour d'expérience américain mais également de resituer dans quel contexte sont arrivés les gaz de schiste.

La question du peak oil est remise en question temporairement par les gaz et les huiles non conventionnels, dans une civilisation qui n'a pas conscience qu'elle est fondée sur l'énergie abondante et bon marché. Ce qui explique comment ça été considéré quasiment comme un cadeau divin de la part des industriels américains et ça continue à être vu comme ça y compris dans la plupart des pays européens.

La raison d'être du film est de témoigner de ces questions, il nous semble essentiel de rendre compte de ce que nous avons vu et entendu.

Synopsis

Au départ il y a une plongée dans le monde sous terrain, là où se sont formés les hydrocarbures il y a des millions d'années. Dans les entrailles de la terre, habitée de formes mystérieuses, l'eau ruisselle.

Retour au début de la mobilisation citoyenne : en février 2011, 20 000 personnes se rassemblent sur le plateau ardéchois. Ils dénoncent des méthodes d'un autre âge : opacité sur la signature des permis, aucune consultation de la population ni des collectivités locales, mise en danger d'un mode de vie, d'une économie locale basée sur une relation respectueuse du territoire.

Cette émotion est-elle justifiée ? Qu'est-ce qui est de l'ordre de la menace avérée et qu'est ce qui est de l'ordre du fantasme ? L'enquête démarre à Bruxelles avec la première réunion sur le sujet convoquant experts et représentants de la société civile. Le clivage est immédiat entre une majorité de conservateurs sensibles à l'argument économique et les opposants inquiets du manque de fiabilité de la technique d'extraction qui invoquent le principe de précaution.

Sur les territoires concernés des gens en colère, se réunissent, s'organisent, s'informent, agissent.

Ils s'entourent d'experts indépendants, s'attachent à comprendre les tenants et les aboutissants de ce dossier explosif. Des élus relayent, prennent des arrêtés municipaux, font remonter les choses dans les rouages de l'appareil gouvernemental qui s'emballe.

Sous la pression et à la veille de la campagne des présidentielles, une loi est votée en urgence sur une proposition du sénateur UMP Christian Jacob (Seine et Marne).

La mobilisation n'est pas la même partout : dans le sud est, une tradition de résistance, un attachement fort au territoire fondent le noyau de la contestation et génère un modèle d'organisation politique.

En Seine et Marne, pour les habitants habitués à l'industrialisation du paysage dans lequel ils vivent, la prise de conscience ne se fait pas sur les mêmes enjeux que dans le sud est. Pourtant l'inquiétude est palpable: les nappes phréatiques souterraines alimentent une grande partie du bassin parisien. C'est l'eau encore une fois qui mobilise, dans cette région d'agriculture intensive.

Une délégation de scientifiques, d'élus et de citoyens vont en Pennsylvannie sur les lieux d'exploitation pour recueillir leurs

propres données. Parmi eux, André Picot, toxicologue dont le rapport est transmis aux membres du gouvernement Sarkozy puis Hollande.

Le retour d'expérience américain est abordé dans son aspect environnemental, sanitaire, juridique et économique.

L'impact de la mobilisation citoyenne française pèse sur Europe et même plus loin. D'autres pays tentent de s'organiser face à la même menace. Début 2012, la Bulgarie interdit à son tour l'exploration et l'exploitation des gaz et huile de schiste par fracturation hydraulique.

Les industriels comprennent qu'ils ne pourront pas lancer l'exploitation en Europe contre l'avis des populations et changent de tactique : il s'agit à présent de convaincre les opinions publiques. Une exposition pro gaz de schiste est présentée dans l'enceinte du parlement européen de Strasbourg provoquant la colère des eurodéputés défavorables à l'exploitation en Europe.

Entretemps le mouvement citoyen s'est doté d'un solide argumentaire scientifique, économique et écologique mais peine à faire le poids face aux géants de l'industrie qui brandissent l'argument de la réindustrialisation alors que l'Europe subit de plein fouet une récession économique très dure.

Bien que la Banque Mondiale elle-même lance un sévère avertissement aux états membres sur le réchauffement climatique, le débat sur l'énergie fait du sur place en France. Le gouvernement Hollande qui succède à celui de Sarkozy, émet des messages contradictoires sur ce dossier.

Les collectifs restent mobilisés mais l'opinion publique a le sentiment que l'affaire est réglée. Les industriels dont les permis ont été abrogés font appel de la décision en justice. Dans le sud est, les citoyens se forment à la désobéissance civile. Le journaliste-essayiste Hervé Kempf analyse le rapport de force inquiétant entre une société civile qui ne croit plus aux vieilles promesses d'industrialisation et un appareil politique oligarchique obligé de recourir à des moyens de répression de plus en plus conséquents pour masquer la faillite d'une gouvernance à la solde des marchés financiers.

Des nouvelles inquiétantes arrivent des Etats Unis: une des plus grosses firmes exploitantes est en faillite, la bulle spéculative serait de la même ampleur que celle de la crise financière de 2008. Au début de l'été 2013 la ministre de l'environnement Delphine Batho, débarquée du gouvernement, déclare avoir été limogée à la demande des industriels du gaz de schiste.

La bataille du gaz de schiste ne fait que commencer, elle va se dérouler au moins sur la décennie à venir à moins que n'éclate la bulle spéculative outre atlantique. En France, son issue reste incertaine. Comment le mouvement citoyen éclaté géographiquement, sans véritable identité nationale pourra-t-il faire barrage au poids du lobby de l'industrie pétrolière ?

Alors que le sud est reste fortement mobilisé, les foreuses arrivent en Seine et Marne. A la fin de l'été 2013 le réalisateur Josh Fox vient à Villeneuve de Berg, là où la mobilisation citoyenne a démarrée pour rendre hommage aux militants du sud est.

Critique du film sur <http://www.avoir-alire.com/>

No gazaran - la critique du film

Gaz de shit

Clairement engagé contre l'exploitation du gaz de schiste, ce documentaire nous rappelle les dangers de ce nouveau procédé, tout en décrivant le combat acharné des

associations et des citoyens qui ont à cœur de défendre notre environnement et notre santé. Eclairant.

L'argument : L'alerte est lancée dans le sud est de la France début 2011 : le gaz de schiste arrive dans nos villages, nos paysages, nos vies. Carnet de route d'une mobilisation citoyenne imprévue, le film témoigne des soubresauts d'une société prise au piège d'un modèle économique en crise.

Notre avis : Alors que les spectateurs américains ont été sensibilisés aux éventuelles retombées de l'exploitation des gaz de schiste par le documentaire de Josh Fox intitulé *Gasland* (2011), la France et l'Europe restaient orphelines d'une telle initiative citoyenne jusqu'à ce *No gazaran* qui prend la température du problème dans nos contrées. Débutant par un exposé de quinze minutes sur les raisons de cette exploitation, les auteurs indiquent par le menu les dangers éventuels de la fracturation hydraulique des roches afin d'en extraire du gaz fossile. Très pédagogique, cette première prise de contact ne laisse guère de doutes sur la dangerosité d'un tel procédé, d'autant que le discours s'appuie sur l'expérience malheureuse de pays qui ont déjà subi cette nouvelle avancée technologique (comme les Etats-Unis et le Canada). Non seulement, les deux documentaristes nous montrent l'impact de la fracturation sur la nature (pollution des nappes phréatiques par l'utilisation massive de produits chimiques), mais elles insistent également sur ses conséquences dramatiques en matière de santé humaine (les produits peuvent contaminer les êtres humains par inhalation et déclencher des cancers).

Une fois cet exposé terminé, elles rappellent les luttes citoyennes menées par les populations directement touchées par une éventuelle exploitation et démontrent que les pouvoirs publics ont été contraints de plier à de nombreuses reprises de peur de représailles de la part de leurs administrés. Toutefois, le documentaire insiste également sur l'hypocrisie des pouvoirs en place qui ont voté une loi interdisant la fracturation hydraulique, mais qui ouvre des perspectives en matière de recherches dans ce domaine. Les auteurs pointent donc du doigt la loi mise en place par le gouvernement Fillon sous Nicolas Sarkozy, mais également l'ambiguïté manifeste du gouvernement Ayrault qui ne semble pas vouloir trancher entre interdiction pure et simple et volonté de satisfaire des lobbies pétroliers très puissants. Clairement engagé contre l'exploitation du gaz de schiste, *No gazaran* déploie une argumentation à charge fondée sur des entretiens avec des scientifiques, des responsables d'associations et des hommes politiques. Comment ne pas se scandaliser devant des pouvoirs publics qui ne se préoccupent aucunement de la santé de leurs concitoyens afin de favoriser un secteur économique qui pourrait rapporter gros ? Comment ne pas s'interroger devant l'hypocrisie des dirigeants européens qui déclarent ne jamais avoir entendu parler de problèmes environnementaux liés à l'exploitation des gaz de schiste ? Comment ne pas être troublé par les évidentes collusions entre certains chefs d'entreprise et des hommes politiques influents ?

Autant de questions qu'il serait nécessaire de porter à la connaissance de tous les citoyens soucieux de leur santé et de la qualité de leur environnement. A l'heure où nos dirigeants sont capables d'oblitérer le futur de la planète afin de préserver un modèle consumériste délirant pendant une vingtaine d'années seulement, *No gazaran* sonne comme un cri d'alarme à prendre au sérieux. Toutefois, loin de se limiter à un constat désolant, ce documentaire militant propose au spectateur une issue positive dans l'action. Non, il n'est pas trop tard pour agir et faire plier les politiques. Par contre, cela nécessite une mobilisation franche et massive des populations, passant par une prise de conscience immédiate

des enjeux. C'est à cela que nous invite ce documentaire engagé et terriblement pertinent.